



# NEMROD

Enjeux Contemporains de Défense et de Sécurité

**Veille stratégique - Défense et Sécurité**

**SEMAINE DU 11 AU 17 MARS 2019**

**SOMMAIRE :**

AFRIQUE .....	2
AMERIQUE - ETATS-UNIS .....	7
AMERIQUE LATINE .....	16
ASIE – PACIFIQUE .....	19
EUROPE.....	21
PROCHE & MOYEN ORIENT.....	25
RUSSIE.....	28



# AFRIQUE

## AFRIQUE DE L'EST : LA FRANCE VEUT ELARGIR SON INFLUENCE A L'ÉTHIOPIE ET AU KENYA

Le président français, Emmanuel Macron, a effectué cette semaine une tournée de quatre jours en Afrique de l'Est, d'abord à Djibouti, puis en Éthiopie et enfin au Kenya. Elle symbolise une offensive stratégique de la France dans cette région de la Corne de l'Afrique où l'influence de la France est, pour des raisons historiques, moins prégnante que celle du Royaume-Uni, l'ancien rival colonial. Au Kenya, pays membre du Commonwealth, il s'agit de la première visite d'un chef d'État français depuis 1963.

La visite à Djibouti, ancienne colonie française et hôte de la principale base militaire française à l'étranger, n'est pas inhabituelle. En revanche, les déplacements en Éthiopie et au Kenya marquent clairement un tournant dans la politique africaine de la France. Pays non-francophones, les nouveaux « lions africains » connaissent une croissance économique rapide. Les investissements de la Chine dans l'eldorado africain sont très importants, mais apparaissent bien souvent comme une tentative de mise sous tutelle de ces économies émergentes. Profitant du fort besoin en infrastructures, vitales au soutien de la croissance, la Chine propose d'investir via ses entreprises d'État en prenant des parts dans ces nouvelles infrastructures (contrats « dette contre capital »). Face à la montée en puissance de l'influence chinoise dans toute l'Afrique orientale, la France entend réagir et poser des jalons économiques et politiques, hors de son pré carré traditionnel, dans « cette Afrique qui s'éveille ».

Avec l'Éthiopie, la France a conclu un accord de défense inédit qui marque l'avènement d'un partenariat nouveau. La priorité première de la France est de redévelopper la marine éthiopienne qui a été supprimée en 1996 suite à la partition et à l'indépendance de l'Érythrée, l'Éthiopie ayant perdu de facto son accès à la mer. L'enjeu pour l'Éthiopie est de s'affirmer en Mer rouge, couloir commercial vital pour l'économie du pays, mais aussi dans l'océan Indien face aux puissances régionales que sont l'Iran, l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis. Si aucun contrat d'armement n'a encore été formellement signé, la construction de navires



pour cette jeune marine est clairement attendue côté français et une lettre d'intention a belle et bien été signée à ce sujet. Le partenariat militaire prévoit en revanche clairement un appui de la France à la préparation des forces éthiopiennes aux opérations de maintien de la paix dans lesquelles elles sont très engagées, en particulier en Somalie voisine.

Au Kenya, la France mise pour l'heure davantage sur un partenariat économique visant à concurrencer l'activisme de Pékin en matière de financement de projets d'infrastructures. Au plan de la coopération militaire, les Britanniques sont naturellement très présents dans le pays et il n'y a pas de besoin particulier. En revanche, plus de 2 milliards d'euros de contrats ont été signés par la France avec l'ancienne colonie britannique d'Afrique orientale. Le plus important (1,6 Md€) a été attribué au consortium conduit par le groupe Vinci (Vinci Concessions, Sogea-Satom, Meridam) pour la concession sur trente ans d'une autoroute à construire entre Nairobi et Nakuru, la quatrième ville du pays située plus au nord, au débouché d'un axe commercial majeur. Quant au groupe Transdev, il a décroché un contrat (400 M€) pour la rénovation et surtout le prolongement de la ligne ferroviaire de banlieue entre la gare de Nairobi et l'aéroport international Jomo-Kenyatta.

## AFRIQUE DU SUD : LES SERVICES DE RENSEIGNEMENT ACCUSES DE POLITISATION

Le 9 mars dernier, a été rendu public le rapport d'enquête sur les agissements de l'Agence de Sécurité d'État sud-africaine (*State Security Agency – SSA*). Sur l'initiative de l'actuel président Cyril Ramaphosa, un groupe de travail dirigé par Sydney Mufamadi (ancien ministre de la sécurité) réunissant des experts en sécurité, des universitaires et des juristes a enquêté sur les relations qu'entretenaient le pouvoir politique et les services de renseignement. Leur rapport accuse l'ancien président Jacob Zuma d'avoir détourné la fonction première de la SSA pour son intérêt personnel et politique. Sur ses ordres, l'agence de renseignement aurait organisé une campagne visant à empêcher M. Ramaphosa (alors vice-président de son parti l'ANC) de lui succéder.

Dans ce but, une unité spéciale aurait été formée en 2016. Celle-ci aurait infiltré la



direction du mouvement hostile à Zuma, et aurait espionné des ministres, des responsables d'ONG, des hauts fonctionnaires ainsi que des organisations de la société civile à l'instar du *Council for the Advancement of the South African Constitution* (CASAC). Ces opérations ont été effectuées sur décision présidentielle et non pas via le processus législatif habituel, ce qui porte directement atteinte à la constitution sud-africaine. Ces révélations prennent place dans un contexte politique tendu. Des élections générales doivent être organisées le 8 mai prochain afin d'élire les membres de l'Assemblée nationale, où la candidature de Zuma n'est pas exclue malgré ses déboires judiciaires. Son procès pour corruption a été reporté en novembre dernier au 20 mai 2019, mais il risque désormais d'être inculqué pour trahison avec les anciens ministres de la sécurité Siyabonga Cwele et David Mahlobo ainsi que l'ancien chef des opérations spéciales du SSA Thulani Dlomo et Arthur Fraser, ancien directeur général des services de sécurité, lesquels sont cités comme potentiels complices.

Le 29 octobre 2019, une enquête du journaliste d'investigation Jacques Pauw centrée sur la corruption de la présidence Zuma avait connu un grand succès : la SSA avait tenté d'interdire sa publication affirmant qu'elle portait atteinte à la loi sur le secret d'État. Cette fois, c'est l'organe de renseignement qui est directement remis en question, puisque le président Ramaphosa a évoqué la possible scission de la SSA en deux entités, l'une réservée au renseignement extérieur, l'autre intérieur. Dans une réponse sibylline, Jacob Zuma a déclaré ne pas porter crédit à ces attaques, qui émaneraient selon lui d'un groupe de réflexion grevé par deux anciens espions de l'apartheid.

## ALGERIE : MALGRE LES ANNONCES DU POUVOIR, LA CONTESTATION SE POURSUIT

Les Algériens ont massivement manifesté, ce vendredi 15 mars, dans un climat marqué par l'incertitude entourant les dernières déclarations gouvernementales. Alors qu'Abdelaziz Bouteflika renonce officiellement à se présenter à un cinquième mandat, le nouveau Premier ministre, Noureddine Bedoui, a annoncé la formation d'un gouvernement « dans les jours à venir ».

Le report *sine die* des prochaines élections laisse toutefois un goût amer aux



Algériens. Parmi les mots d'ordre répétées dans les manifestations, cette formule lourde de sens : « On voulait des élections sans Boutef [Bouteflika, ndlr], on se retrouve avec Bouteflika sans élections. ». Cet élément explique sans doute la participation massive des Algériens aux manifestations de ce vendredi, la quatrième depuis le début de la contestation.

Face à ces interrogations, le gouvernement tente de rassurer. En limogeant l'impopulaire premier ministre Ahmed Ouyahia, en annonçant la formation d'un gouvernement d'union nationale et en promettant la tenue d'un référendum annonçant une Seconde République, le gouvernement tente par tous les moyens de calmer les esprits. Mais, alors que l'opposition appelle au « départ immédiat » du clan Bouteflika, ce nouveau gouvernement devra agir très rapidement. Dans le cas contraire, le mouvement pourrait dès lors changer de nature.

## MALI : LE CHEF DJIHADISTE AMAFOU KOUFA, SYMBOLE DE L'ETHNIE PEULE, CONFIRME VIVANT

Le 28 novembre dernier la ministre des armées Florence Parly confirmait devant l'Assemblée nationale le succès d'une opération menée par la force Barkhane visant à mettre hors d'état de combat un groupe de terroristes dans le centre du Mali et parmi eux, Amadou Koufa, chef de la Katiba *Macina*. Ce dernier est récemment apparu dans une vidéo relayée par France 24, jetant le doute sur sa mort et laissant craindre un regain d'activité dans le centre du Mali, où dimanche dernier deux soldats français ont été blessés à l'issue d'une attaque. La vidéo a depuis été authentifiée par les services français et il a donc été confirmé qu'Amadou Koufa est bel et bien toujours en vie. « Il est vraisemblable que ce soit lui » a nuancé le porte-parole de l'état-major des armées devant la presse.

La katiba *Macina* appartient au groupe de soutien à l'Islam et aux musulmans (GSIM) né de la fusion en janvier 2017 des forces d'AQMI, d'*Ansar Dine*, et des katibas *Al-Mourabitoune* et *Macina*. Cette dernière est composée à majorité de combattants Peuls, à l'image de leur chef Amadou Koufa.

Les Peuls sont traditionnellement un peuple d'éleveurs nomades, ils seraient aujourd'hui plus d'une trentaine de millions répartis principalement en Afrique de



l'Ouest. Ces derniers voient leur mode de vie traditionnelle de plus en plus menacé, notamment par les politiques de développement menées par les États sahéliens visant à favoriser la mise en valeur du territoire par une agriculture extensive au détriment de ces éleveurs nomades qui pratiquent la transhumance. Les frustrations engendrées par les difficultés croissantes auxquelles sont confrontées ces populations fournissent un terreau favorable à la propagande des groupes salafistes islamistes de la région, comme en témoigne l'existence de la katiba *Macina*. Dès lors, tout l'enjeu de l'aide au développement s'inscrivant en parallèle des opérations militaires est de prendre en compte ces réalités sociales complexes.



# AMERIQUE - ETATS-UNIS

## REQUETE BUDGETAIRE PRESIDENTIELLE 2020 : VERS UN NOUVEAU MODELE D'ARMEE

### 1) Panorama d'ensemble

La Maison-Blanche a présenté sa requête budgétaire pour l'année fiscale 2020. Ce document prévoit d'allouer 750Mds\$ à la sécurité nationale, dont 718Mds\$ iraient au Pentagone.

En termes d'activités, voici la répartition requise par l'exécutif :

- R&D/test et évaluation : 104Mds\$
- Paiement des soldes : 156Mds\$
- Acquisitions : 143Mds\$
- Opérations/maintenances : 293Mds\$
- Construction et logement des familles de militaires : 22,5Mds\$

La ventilation par armée demandée est la suivante :

- *US Army* : 191Mds\$ (soit une hausse de 12,5Mds\$)
- *US Navy* : 206Mds\$ (soit une hausse de 10Mds\$)
- *US Air Force* : 205Mds\$ (soit une hausse de 12Mds\$)

En termes de matériels, voici les principaux points d'effort de la requête budgétaire :

- Domaine terrestre : 15Mds\$ (dont 6402 véhicules tactiques et de combat ainsi que plus de 4000 *JLTV* - *Joint Light Tactical Vehicles*, dédiés au remplacement des *Humvees*)
- Domaine naval : 35Mds\$ (dont près de 450M\$ pour des navires autonomes de grande taille et 10Mds pour trois SNA de classe *Virginia*)
- Domaine aérien : 58Mds\$ (dont 110 chasseurs de 4ème et 5ème génération ainsi que 12 ravitailleurs *KC-46*)
- Défense ABM : 13,6Mds\$ (dont 1,7Mds pour des systèmes terrestres et 174M\$ pour des systèmes d'alerte basés dans l'espace)
- Domaine nucléaire : 14Mds\$ (dont 570M\$ pour le futur bombardier *B-21*, 712M\$ pour le missile *LRSW* - *Long Range Standoff Weapon*, missile de croisière air-sol à tête nucléaire - et 2,2 Mds\$ pour le développement de la prochaine génération de SNLE de classe *Columbia* ; sans inclure le coût des têtes nucléaires qui relève de la *National Nuclear Security Administration*)
- Opérations spéciales : 3,4Mds\$



La R&D fait l'objet d'un investissement majeur, avec 104Mds\$, soit 9Mds\$ supplémentaires par rapport à l'année fiscale 2019.

Ce montant inclut les points suivants :

- Drones et systèmes autonomes : 3,7Mds\$ (incluant le développement de navires autonomes armés)
- Armements hypersoniques : 2,6Mds\$
- Intelligence artificielle : 927M\$ (incluant le controversé projet *Maven*)
- Lasers : 235M\$
- Investissements scientifiques et technologiques : 14Mds\$ (dont : 2,3Mds\$ pour la recherche fondamentale, 5,3Mds\$ pour la recherche appliquée et 6,5Mds\$ pour le développement de technologies avancées)

Le domaine spatial se voit affecter 14Mds\$, soit une hausse de 15%.

Cela inclut les aspects suivants :

- Mise en place de la *Space Force* : 72M\$
- Mise en place de l'*US Space Command* : 84M\$
- Mise en place de la *Space Development Agency* : 150M\$ (voir brève à ce sujet)

## 2) Analyse des enjeux politiques et stratégiques

### a) Un délicat arbitrage entre réponse aux besoins opérationnels et préparation de l'avenir

Au sein de la requête budgétaire présidentielle pour l'année fiscale 2020, une large part devrait être consacrée aux armements lourds et d'avenir, dans l'optique de rattraper le potentiel retard des Etats-Unis sur la Chine et la Russie. Selon les mots de David Norquist, sous-secrétaire à la Défense, ce budget devrait intégrer les nouvelles ambitions américaines en matière d'espace et de cyber. Si bon nombre de projets ne pourraient voir le jour à court terme, l'année fiscale 2020 serait celle des technologies du futur, ce qui permettrait de sortir des ornières des programmes d'armement onéreux qui restent aujourd'hui fortement défendus par le Congrès. Ces investissements engagés sur l'année 2020 pourraient aboutir, selon Norquist, sous 70 ans pour le plus long projet en matière de recherche et développement, et dans un délai de 20 ans pour le développement du matériel.

Le contraste est pourtant flagrant entre les vues stratégiques de l'administration et la réalité opérationnelle des besoins des armées américaines. L'*US Army*, par la voie de son sous-secrétaire Ryan McCarthy, s'est ainsi montrée sceptique, alors même qu'au nom de la modernisation de l'armée de terre, le Pentagone a annoncé mettre un terme à 93 programmes d'armement et réduire l'ampleur de 93 autres qui restent pourtant nécessaires aux opérations en cours. Sont notamment concernés l'*AMPV*





(*Armored Multipurpose Vehicle*) et le *JLTV (Joint Light Tactical Vehicle)*, programmes majeurs destinés à remplacer respectivement le transport de troupes *M-113* et le *Humvee*. Tout le paradoxe est là alors même que l'*Army* continue d'acheter et moderniser des véhicules destinés à ses opérations de lutte contre le terrorisme en Syrie et en Afghanistan, à défaut d'un potentiel conflit de haute intensité contre la Chine ou la Russie.

Le Pentagone a donc besoin avant tout de ressources financières pour engager ces investissements d'avenir tout en conservant un équilibre avec les besoins actuels liés aux opérations en cours.

Dans sa requête présidentielle, Donald Trump demande ainsi une augmentation de 9% du budget alloué au développement des armes de nouvelle génération par rapport à l'année précédente. Quelles seront dès lors les priorités ?

Tout d'abord, il s'agit du développement d'armes hypersoniques, après les annonces tonitruantes de la Russie en la matière. Chacune des trois armées est en cours de développement de son propre vecteur hypersonique. Ces programmes devraient recevoir une augmentation de 200 M\$ pour atteindre les 2,6 Mds\$, dans l'objectif d'atteindre une enveloppe générale de 10 Mds\$ sous cinq ans. En matière de défense contre les engins hypersoniques, la *Missile Defense Agency* demande dans ce budget 170 M\$ dans le but de développer des satellites capable de suivre de tels missiles.

La deuxième technologie privilégiée est celle des véhicules autonomes, chacune des armées faisant plus que doubler son enveloppe en la matière : l'*US Army* requiert ainsi 115 M\$ contre 74 l'année dernière, la *Navy* 143 millions contre seulement 44 millions. Il faut ajouter à cela les 671 M\$ destinés au développement d'un porte-avions autonome !

Troisièmement, le développement de l'intelligence artificielle à usage militaire fait l'objet d'une requête budgétaire de 930 M\$, dont le programme « *Joint Artificial Intelligence* » représenterait 200 millions et le projet *Maven* 221 millions.

Autre point clé des futurs investissements : le développement de différents missiles et notamment le « *precision strike weapon* » de la *Navy* qui recevrait 720 M\$ contre seulement 90 l'année dernière.

Enfin, 9 milliards devraient être alloués aux programmes relevant du cyber.

Les demandes de l'*US Air Force* sont plus difficiles à lire derrière un semblant de baisse dans certains domaines (notamment dans celui des drones). Son budget général demandé est cependant en augmentation par rapport à 2019 et pourrait atteindre 166 Mds\$. Il faut notamment mettre en avant le milliard de dollars requis pour le programme de « *next-generation air dominance* », qui désigne le développement d'avions de combat de sixième génération qui pourront être sans pilote. Le projet de bombardier à longue distance *B-21* devrait également passer de 2,3 milliards à 3 Mds\$, ce qui s'inscrit dans la dynamique de modernisation de la force de frappe



nucléaire américaine. Le budget pour le développement des vecteurs *ICBM* devrait aussi passer de 410 M\$ à 570 M\$. Cette tendance marquerait dès lors un ralentissement dans les acquisitions d'avions prévues par l'*USAF* autour de 56 appareils pour 2020 (contre les 72 recommandés par l'État-major de l'*US Air Force*). Ces choix budgétaires expliqueraient en partie le recours aux *F-15X* (cf. précédente brève) au détriment d'une flotte aérienne qui se composerait uniquement d'avions de la cinquième génération.

Ce choix se retrouverait également du côté de la *Navy* dont les investissements se feraient au détriment du porte-avions *USS Truman* qui se trouverait retiré de la flotte américaine. Ce choix s'inscrirait, selon les déclarations de Patrick Shanahan, dans la préparation de l'éventualité d'un conflit avec la Chine : le porte-avions serait une cible facile pour les derniers missiles terrestres chinois (*DF-21* notamment). De fait, si le porte-avions demeure une plateforme privilégiée pour conduire bon nombre de missions (notamment celles contre le terrorisme), certains estiment qu'il serait par trop vulnérable dans un conflit contre une puissance similaire à celle des États-Unis. Le budget 2020 permettrait dès lors à la *Navy* d'approfondir la gamme de ses moyens d'actions offensifs, allant des drones aux missiles (dont la conception se trouve facilitée par la future sortie du traité INF).

Ces deux exemples, de la *Navy* et de l'*US Air Force*, illustrent l'esprit du nouveau modèle d'armée américain, dont l'année 2020 pourrait bien être le prodrome.

#### b) Vers des négociations politiques serrées

Pour autant, la requête budgétaire présidentielle risque fort de rencontrer l'opposition de la Chambre et devrait ainsi faire l'objet de négociations et d'arbitrages qui s'annoncent houleux.

Le premier point de blocage réside dans ce que l'opposition démocrate considère comme un artifice comptable. En effet, si la proposition de budget de la défense respecte le plafond législatif de 576Mds\$, 164Mds\$ supplémentaires sont alloués au fonds dédié au financement des opérations extérieures (*OCO - overseas contingency operations*).

Le deuxième point d'achoppement majeur a trait au financement du mur frontalier. De fait, sur les 9,2Mds\$ dédiés aux dépenses d'urgence, il est estimé que plus d'un tiers (3,6Mds\$) pourrait aller au financement des travaux de renforcement des infrastructures frontalières, ce que ne sauraient accepter les législateurs démocrates.

Dès lors, le budget du Pentagone pour 2020 devrait encore voir ses contours fortement évoluer au gré des négociations et arbitrages politiques qui s'annoncent ardues.



## DISSENSIONS SUR LES ATTRIBUTIONS ET LES FONCTIONS DE LA *SPACE DEVELOPMENT AGENCY* AU SEIN DU PENTAGONE

Avec le développement progressif de la *Space Force* et de l'*US Space Command*, le Pentagone doit décider de la façon dont une nouvelle agence spécialisée sur le développement technologique spatial pourrait être constituée. Mike Griffin, secrétaire à la Défense chargé de la recherche et de l'ingénierie, préconise la création de la *Space Development Agency* (SDA) pour prendre en charge la prochaine génération de programmes spatiaux. Le 12 mars 2019, le Pentagone a annoncé le nom de son directeur, Fred Kennedy, actuellement directeur du Bureau de technologie stratégique (*Tactical Technology Office*). La SDA est une organisation non incluse dans l'*Air Force* et sous la direction de Griffin, l'agence devrait être incorporée à la *Space Force* quand cette dernière sera constituée de façon indépendante, c'est-à-dire non plus attachée au département de l'armée de l'air.

La SDA a donc officiellement été entérinée le 12 mars, bien que des dissensions existent entre la Secrétaire à l'armée de l'air, Heather Wilson, et Mike Griffin. En effet, Wilson annonce que « jusqu'à ce que la SDA ait une mission identifiée ne pouvant être accomplie que par cette dernière et non pas par des organismes actuels, le projet (de SDA) ne devrait pas être poursuivi », ajoutant qu'elle a encore quelques doutes sur la mission précise que va poursuivre cette agence, et voudrait clarifier les raisons qui laisseraient à penser que le travail que l'agence réalisera sera meilleur que le travail fourni à l'heure actuelle.

En septembre 2018, Griffin et Wilson présentaient à tour de rôle un mémorandum détaillant les fonctions que devrait recouvrir la SDA. La Secrétaire à l'*US Air Force* préconisait que la SDA soit une structure sous-jacente d'une organisation déjà en place, la *Space Rapid Capabilities Office* et qu'elle soit connectée à l'*US Space Command* dans son organisation et sa localisation. Plutôt que la création d'une toute nouvelle agence, elle s'incorporerait à des agences déjà existantes. La principale mission de la SDA serait de contrecarrer les efforts d'adversaires qui chercheraient à dégrader ou attaquer les logiciels spatiaux américains. L'essentiel des programmes de satellites militaires qui s'occupent de la prévention d'attaque de missile (alerte avancée), des communications, etc. resteraient dans leur organisme actuel jusqu'à ce que le département de la *Space Force* soit créé.

Griffin de son côté, dans un mémorandum publié à quelques jours d'intervalle de celui de Wilson, recommande que la SDA soit sous sa juridiction de façon temporaire ; ainsi cette dernière pourrait collaborer sur des programmes de défense spatiale avec les autres agences qu'ils supervisent, telles que la *Missile Defense Agency*,



la *DARPA*, le *Strategic Capabilities Office* et la *Defense Innovation Unit* implantée dans la Silicon Valley. Selon son mémorandum, « la SDA construira la prochaine génération de dissuasion spatiale dans la bataille, tirant profit des capacités commerciales américaines sur un temps court et à coût réduit ».

Le secrétaire à la Défense et Griffin partagent la même ambition quant aux fonctions de la SDA. En mars 2019, dans un mémorandum, Patrick Shanahan écrivait que « la SDA (...) accélérera le développement et le déploiement de nouvelles aptitudes spatiales militaires afin d'assurer l'avantage technologique et militaire dans l'espace pour la sécurité nationale. » La SDA devrait ainsi être au cœur de la stratégie spatiale de défense du Pentagone.

L'un des projets phares sur laquelle la SDA travaillera, est la mise en orbite d'un grand nombre de petits satellites connectés ensemble pour fournir des informations continues de l'espace à la terre. À nouveau, Wilson émet des réserves sur ce projet, l'*Air Force* et le directeur du *Cost Analysis and Program Evaluation Office* continuant de mener des recherches sur la pertinence de ce projet, afin de déterminer si ce dernier sera meilleur que les plans actuels. Elle reste dubitative sur le fait que ce projet de constellation de satellites soit plus résistant à une attaque ouverte plutôt que les structures actuelles qui ont le même coût.

Le budget de 2020 prévoit 306 M\$ pour financer le quartier général de la *Space Force*, mettre en place l'*US Space Command* et créer la SDA. A noter, que c'est la SDA qui reçoit le plus de fonds, près de 149,8 M\$ lui sont attribués. Ce budget suscite l'interrogation de la Secrétaire à l'*US Air Force*, car la SDA est une organisation plus petite que les deux autres. Un budget conséquent serait alors un indice de l'importance que leur accorde tant Griffin que Shanahan contre l'avis de Wilson.

## DEPART DE LA SECRETAIRE A L'*AIR FORCE* FIN MAI

L'*US Air Force* a publié un communiqué annonçant que la Secrétaire à l'*US Air Force* Heather Wilson quittera son poste à compter du 31 mai après deux ans de service pour rejoindre la présidence de l'*University of Texas* à El Paso. Ce départ ne semble pas être contraint, malgré un épisode de tension avec la Maison-Blanche à l'automne dernier autour de dissensions sur la mise en place de la *Space Force*. Pour autant, il n'est pas exclu que les dissensions internes liées à ce dossier et présentées plus haut aient joué en ce sens. Durant son mandat, Heather Wilson aura mis l'accent sur la nécessité d'une remontée en puissance de l'*USAF* face au retour des rivalités entre grandes puissances et mis en garde face aux risques de surmenage des aviateurs en raison de l'intensité du tempo opérationnel.



Les noms de ses successeurs potentiels ne sont pas encore connus.

## LA NAVY ET SES SOUS-TRAITANTS INDUSTRIELS ASSIEGES PAR DES CYBERATTAQUES ETRANGERES

Un rapport conduit à travers des interviews de hauts fonctionnaires américains et des recherches menées dans l'administration du président Trump fait état de la situation critique dans laquelle se trouve le département de la *Navy*, les entreprises privées et les sous-traitants avec lesquels il travaille, visés par des cyberattaques notamment de la part de hackers qui seraient liés au gouvernement chinois. Ces hackers auraient réussi à s'emparer d'importants secrets de sécurité nationale en exploitant des défauts graves dans la cyber sécurité de la *Navy*.

Bien que le gouvernement soit mis au courant de ces attaques, il peine à colmater les nombreuses brèches dans les logiciels de défense américains et a échoué à mettre en garde ses sous-traitants industriels de ces attaques.

Un incident a eu lieu au début de l'année 2018, des hackers relevant supposément du gouvernement chinois ont piraté les ordinateurs d'un sous-traitant au service de la *Navy* et ont recueilli des informations sensibles sur les dispositifs américains de lutte sous-marine, notamment les plans d'un missile supersonique antinavire.

## YEMEN : LE SENAT ENTERINE LA PROPOSITION DE LOI POUR L'ARRET DU SOUTIEN A L'ARABIE SAOUDITE

Mercredi, le Sénat américain a voté une résolution visant à mettre fin au soutien à la coalition menée par l'Arabie Saoudite dans la guerre au Yémen. Cette mesure, portée par Bernie Sanders (Indépendant) et Mike Lee (Républicain), invoque la *War Powers Resolution* de 1973 afin de mettre fin à cet engagement américain dans un conflit extérieur. Cette loi prise à la suite de la guerre du Vietnam permet au Congrès de contrebalancer le pouvoir du président concernant l'engagement des forces américaines à l'étranger. Cette décision du Sénat illustre le rejet du soutien du Président à l'Arabie Saoudite par les législateurs américains. Ce désaccord entre la Maison Blanche et le Capitole dure depuis plusieurs mois et particulièrement depuis l'assassinat du journaliste Jamal Khashoggi.

Avant le vote au Sénat, la Maison-Blanche menaçait d'opposer le veto présidentiel à cette mesure car le soutien à Riyad ne constitue pas une participation à des « hostilités » mais aussi car le retrait de ce soutien affaiblirait le combat contre l'extrémisme violent ainsi que les relations avec les pays de la région. Enfin, la résolution viserait à outrepasser la fonction présidentielle de Commandant en chef



des forces armées.

Une résolution similaire avait déjà été adoptée par le Sénat en décembre mais la Chambre des Représentants, alors à majorité républicaine, n'avait pas suivi le mouvement. Aujourd'hui, le fait que la majorité des députés soient des démocrates laisse présager que la résolution pourrait aussi être adoptée par la Chambre basse.

## SYRIE: VERS UNE FIN DU FINANCEMENT AMERICAIN DE LA RECONSTRUCTION?

Le Congrès cherche à empêcher que des fonds américains ne servent à la reconstruction de régions syriennes contrôlées par le régime d'Assad. En effet, les soutiens du projet de loi *No Assistance for Assad Act* partent du principe que financer la reconstruction dans ces zones pourrait être perçu comme un laisser-passer délivré aux exactions du régime et de ses alliés. Ainsi le projet de loi qui devrait être inclus dans le budget du Département d'Etat pour l'année fiscale 2020, prévoit qu'aucun nouveau fonds ne soit mis à disposition du Département pour la reconstruction en Syrie. Néanmoins, il resterait encore des fonds inutilisés dans le *Relief and Recovery Fund* pouvant être utilisés dans la région ; l'été dernier, les Etats-Unis avaient dépensé 90 M\$ pour la stabilisation du nord-est de la Syrie. Ces efforts visaient à empêcher la réimplantation de Daech dans la zone en la rendant de nouveau habitable (eau courante, écoles, nettoyage des décombres, déminage...). Le projet de loi rencontre donc des critiques car il diminuerait les efforts américains dans la lutte contre l'organisation terroriste : le député républicain Adam Kinzinger a ainsi expliqué à *CNN* que la stabilisation d'une région par l'amélioration des conditions de vie visant à redonner espoir à ses habitants est bien moins chère que des missiles. Mais les Etats-Unis ne sont pas les seuls à participer à la stabilisation de la Syrie: l'an dernier, quinze membres de la coalition ont levé près de 325 M\$ dont 100 millions par l'Arabie Saoudite et 50 millions par les Emirats Arabes Unis. Le retrait des fonds américains pourrait également froisser les alliés qui participent déjà à l'effort de reconstruction.

Ce projet de loi divise le Congrès mais a le soutien de la Maison-Blanche qui avait décidé, l'été dernier, de ne pas utiliser 230 M\$ alloués à l'effort de reconstruction en Syrie.

## LES ETATS-UNIS DEBUTENT LA PRODUCTION DE COMPOSANTS LIES AU DEVELOPPEMENT DE MISSILES DE



## CROISIÈRE SOL-SOL

Le mois dernier, Washington avait annoncé que les Etats-Unis sortiraient du cadre fixé par le traité sur les forces nucléaires intermédiaires (FNI) si Moscou ne mettait pas un terme, dans les six prochains mois, à différentes activités considérées comme des violations du traité. La Russie leur avait emboîté le pas, retournant les accusations contre Washington dans ce qui s'apparentait à la mort de facto du traité. Dans la continuité de cette dynamique, le Pentagone a annoncé avoir « débuté des activités de fabrication portant sur des composants visant à soutenir les expérimentations liées au développement » de missiles de croisière à lancement terrestre, tout en précisant que cette phase de recherche et développement demeurait réversible. Il s'agit ainsi selon toute vraisemblance d'un signal fort visant à accroître la pression sur Moscou en faisant la preuve de la détermination de Washington à développer un nouveau missile de croisière sol-sol en cas de sortie définitive du traité.

## L'OTAN MET EN GARDE LES PAYS MEMBRES DE L'ALLIANCE CONTRE LES POSSIBLES TENTATIVES D'ESPIONNAGE DE L'ENTREPRISE CHINOISE *HUAWEI*

Le secrétaire général de l'OTAN Jens Stoltenberg s'est autorisé une intervention publique dans le bras de fer qui oppose actuellement *Huawei*, le plus grand producteur mondial d'équipements de réseaux de télécommunications, à la Justice américaine. Certains responsables de l'administration du président américain Donald Trump le poussent d'ailleurs à interdire aux sociétés américaines d'acheter la technologie provenant de la firme. Plus tôt cette semaine, le général Curtis Scaparrotti, chef du Commandement des forces américaines en Europe (*EUCOM*), a indiqué que les forces de l'OTAN cesseraient de communiquer avec leurs homologues allemands si Berlin continuait de s'obstiner à vouloir s'associer avec *Huawei* dans la construction de son réseau 5G. Cet avertissement s'adresse à l'ensemble des partenaires européens. La firme continue toujours de nier son implication dans des activités d'espionnage industriel.



# AMERIQUE LATINE

## SCELLER L'ALLIANCE ETATS-UNIS-BRESIL : LES ENJEUX DE LA RENCONTRE ENTRE JAIR BOLSONARO ET DONALD TRUMP

Le 17 mars débutera une série de rencontres de trois jours en vue de renforcer l'alliance bilatérale entre Brésil et Etats-Unis. De dimanche à mercredi, Jair Bolsonaro se rendra à Washington accompagné d'une délégation de six personnes, dont ses ministres S.Moro (Justice), P.Guesdes (Economie), E.Araujo (Affaires Étrangères). Deux des proches du Président feront également partie du voyage, en raison de leur participation au rapprochement des deux pays, à l'instar de son fils, Eduardo Bolsonaro, en lien avec Steve Bannon (ancien conseiller de Donald Trump et proche des milieux ultra-conservateurs républicains).

Au programme, une rencontre avec le secrétaire général de l'Organisation des Etats Américains (OEA) Luis Almagro, une autre à l'ambassade brésilienne de Washington où il s'entretiendra avec Steve Bannon. La situation particulièrement critique au Vénézuéla et l'éventualité d'une utilisation par les Etats-Unis de la base spatiale d'Alcantara (située dans l'Etat de Maranhao, au nord du Brésil) feront partie des sujets discutés lors de cette semaine aux Etats-Unis. La problématique du Vénézuéla se heurte à la frilosité brésilienne face à la possibilité, non-exclue, d'une intervention armée des Etats-Unis (qui demeure pour l'instant purement virtuelle). De son côté, Jair Bolsonaro, tout comme ses homologues du Groupe de Lima (dont le Canada), se refuse à tout emploi de la force armée contre le régime de Nicolas Maduro. Un rapprochement bilatéral autour d'une ligne dure, au moins au plan diplomatique et rhétorique, demeure envisageable sur cette question.

Au plan économique et industriel en revanche, les intérêts des deux Etats convergent davantage, en témoigne le partenariat stratégique et commercial entre Etats-Unis et Brésil sur la base de lancement d'Alcantara qui s'inscrit dans une dynamique enclenchée dès janvier 2018. Cette dynamique s'est illustrée par l'alliance en cours des deux géants nationaux *Embraer* et *Boeing*. James Mattis, ancien secrétaire d'Etat américain à la Défense avait déjà appelé en août 2017 à renforcer les liens entre le Brésil et les Etats-Unis, évoquant ce partenariat.

Dans le même esprit, le projet d'utilisation de la base spatiale d'Alcantara par les Américains, outre un renforcement du lien bilatéral, s'inscrit dans une logique visant à contrebalancer l'influence chinoise grandissante en Amérique latine, en





particulier en Argentine où Pékin dispose d'un site d'observation spatiale. Idéalement positionnée, la base d'Alcantara se situe à proximité de la ligne de l'Equateur, permettant ainsi de réaliser environ 30% d'économies de combustible lors des lancements. Si le projet devait aboutir, la base spatiale d'Alcantara rentrerait dans la liste des bases spatiales commerciales disponibles dans le monde (Cap Canaveral, Baïkonour, Kourou...). En outre, depuis 2000, des négociations sont ouvertes quant à un accord sur la protection des droits de propriété intellectuelle des fusées et satellites, qui viserait à en autoriser l'utilisation commerciale dès 2020, selon Luiz Fernando de Aguilar, responsable du programme spatial brésilien à Alcantara.

La principale réserve à l'égard de ce projet émane des militaires brésiliens qui craignent une perte de souveraineté, la base spatiale relevant en effet de l'autorité de la Force aérienne brésilienne.

## COLOMBIE : *THALES* PRESENT AU SALON *COLOMBIAMAR 2019*

Dans le cadre du salon international *Colombiamar 2019*, Thales expose pour la première fois en Colombie son radar *Coast Watcher 100* qui sera probablement utilisé par les forces armées colombiennes. Il s'agit d'un système fixe de surveillance côtière qui équipe déjà différents pays africains, asiatiques et latino-américains. L'actuel *Country Manager* de Thales en Colombie est Jérôme Copin.

## MEXIQUE : RICARDO CAPILLA, NOUVEAU *COUNTRY MANAGER* D'*AIRBUS*

*Airbus* a nommé Ricardo Capilla, qui était jusqu'ici dans l'équipe dirigeante d'*Airbus Helicopters*, country manager d'*Airbus Mexico*. Ce dernier a intégré *Airbus* en 2003 et a gravi les différents échelons jusqu'à cette nouvelle nomination. Le Mexique constitue pour *Airbus* un marché commercial important en Amérique Latine.

## ARGENTINE : CAMPAGNE D'ETE EN ANTARCTIQUE

Lors de la deuxième phase de la campagne d'été en Antarctique (2018/2019), le brise-glace argentin *Almirante Irizar* est allé réapprovisionner la base de Petrel, à l'aide de son hélicoptère *SH-3 Sea King*. Après Esperanza et Orcades à partir du 25 février, Petrel est une des dernières bases argentines à avoir été réapprovisionnée, et les forces armées espèrent mettre fin aux opérations dans la région à l'issue de la



campagne d'été.

Les navires utilisés au cours de ces opérations sont les fleurons de la marine argentine : ainsi le brise-glace *Almirante Irizar* acquis en 1978 avait participé en tant que navire-hôpital lors de la Guerre des Malouines (avril-juin 1982). Les hélicoptères *SH-3 Sea King* sont les premiers hélicoptères amphibies (ils peuvent se poser sur l'eau comme sur la terre) à avoir été utilisés dans le monde et la Marine argentine possède un escadron de huit appareils.

## URUGUAY : LIMOGEAGE DU CHEF D'ETAT-MAJOR

Tabaré Vasquez, chef de l'Etat uruguayen, a démis de ses fonctions le général commandant des armées Guido Manini Rios, qui a été remplacé par José Gonzales, général commandant de la III<sup>ème</sup> Armée. Les raisons invoquées restent encore à préciser, mais des querelles internes sont évoquées.

Guido Manini Rios, très populaire, s'était vu accorder le soutien de l'armée et d'une grande partie de la population. Cette popularité n'est pas appréciée du président qui l'accuse de « prosélytisme ». En septembre dernier, le général avait critiqué la réforme « Loi organique militaire » entreprise par le gouvernement sur les retraites et pensions militaires, qu'il avait jugé injuste et illégale, remettant en cause les chiffres avancés par le ministre du Travail.

Dans un communiqué suivant ce limogeage, le Président invoque le rôle du général dans le blanchiment de certaines affaires pénales touchant des soldats accusés de violations des droits de l'homme. Le général, pour sa part, dénonce une justice partielle.



# ASIE – PACIFIQUE

## COREE DU NORD : POSSIBLE FIN DU MORATOIRE SUR LES MISSILES

La ministre des affaires étrangères de Corée du Nord a déclaré cette semaine que le régime de Pyongyang pourrait mettre fin au moratoire sur la suspension des essais balistiques, en soulignant que son pays n'avait réalisé aucun tir au cours de ces 15 derniers mois mais n'avait observé aucune évolution concernant les sanctions de la communauté internationale à son égard.

## COREE DU NORD : L'EFFICACITE DES SANCTIONS CRITIQUEE A L'ONU

Les sanctions s'accroissent contre la Corée du Nord depuis le test nucléaire de 2006. Pourtant, dans son dernier rapport, le panel des experts de l'ONU sur la Corée du Nord souligne que celles décidées par la communauté internationale comptent parmi « les plus imparfaitement mises en place et les plus contournées » du régime de sanctions prévu par le chapitre VII de la charte de l'organisation. La publication cible plusieurs domaines dans lesquels l'activité de la Corée du Nord n'est qu'imparfaitement contrôlée. Sur le plan énergétique les transferts de charbon ou de pétrole entre navires, déjà connus et régulièrement dénoncés, permettent d'approvisionner le régime nord-coréen. Pour les questions financières, cinq pays dans lesquels des individus mènent une activité pour le compte de la Corée du Nord avec impunité sont pointés du doigt : la Chine, la Lybie, la Russie, la Syrie et les Emirats arabes unis. Concernant l'armement enfin, le groupe d'expert rapporte que Pyongyang s'emploie activement à vendre des armes et du matériel militaire à l'étranger et notamment aux rebelles Houthis du Yémen.

## ONU/CHINE/INDE : LA CHINE S'OPPOSE AUX MESURES CIBLANT LE CHEF DU GROUPE JEM RESPONSABLE DE L'ATTENTAT DE PULWAMA

L'initiative indienne d'inscrire Mazhooz Azhar, chef du groupe jihadiste pakistanais Jaish-e-Mohammad (JeM), à la liste de l'ONU ciblant le terrorisme global a été bloquée par la Chine cette semaine. Cette liste a été créée en 1999 par la résolution



1267 afin de suivre l'application des sanctions décidées contre Al-Qaïda, les talibans et les groupes affiliés.

C'est la quatrième fois que la Chine s'oppose à cette tentative de reconnaissance, celle-ci ayant par ailleurs été soutenue par la France, les Etats-Unis et le Royaume-Uni après l'attentat suicide de Pulwama au Cachemire le 14 février dernier. La décision chinoise, justifiée par un « besoin de temps supplémentaire », s'explique par la volonté chinoise de contrebalancer le poids de l'Inde sur la scène internationale en continuant à soutenir le Pakistan, un allié de longue date. Une autre raison, économique, peut aussi être avancée : la Chine étant très présente au Pakistan avec son projet de corridor économique Chine-Pakistan (CEPC), il est dans son intérêt de s'opposer à toute initiative qui risquerait d'alimenter les tensions dans la zone telle que la mise en place de sanctions efficaces ciblant une figure majeure du djihadisme.

## AZERBAÏDJAN : EXERCICES MILITAIRES DE GRANDE AMPLEUR

Alors que devraient se tenir prochainement des pourparlers avec l'Arménie sur la région contestée du Nagorny-Karabakh, l'Azerbaïdjan entame des exercices militaires comprenant des simulations « d'opérations offensives contre un ennemi de type conventionnel ». Cet exercice implique 10 000 militaires, 500 chars et véhicules blindés ainsi qu'une vingtaine d'avions militaires. Le conflit qui a ébranlé la région de Nagorny-Karabakh de 1988 à 1994, date de l'accord de cessez-le-feu entre les indépendantistes arméniens et les Azerbaïdjanais, avait provoqué la mort d'environ 30 000 personnes.



# EUROPE

## ITALIE : LOCKHEED MARTIN SUSPEND LES LIVRAISONS DE F-35 FAUTE DE PAIEMENT

En 2018, l'Italie n'a pas payé les 398 millions d'euros qu'elle s'était engagé à régler à Lockheed Martin, pour acquérir 28 appareils F-35. En réponse, l'entreprise américaine a suspendu non seulement les livraisons de F-35, mais également l'exécution de tous les contrats qu'elle avait signés avec Rome. Deux des unités dont la livraison a été suspendue avaient déjà commencé la phase de vol probatoire, et avaient été assemblées en Italie à Cameri - près de Milan.

Sur les 28 avions dont la commande avait été autorisée, l'Italie a à ce jour reçu 11 appareils, a déclaré le chef d'état-major de l'armée de l'Air italienne, le général Alberto Rosso. Le programme F-35 italien semble ici pâtir des dissensions entre le Mouvement Cinq Etoiles, qui n'avait pas fait mystère de sa volonté de se retirer du projet, et la Ligue du Nord, qui, si elle plaide pour continuer les réceptions des appareils, demande de ralentir leur cadence.

Déjà en 2014, Matteo Renzi avait fait campagne pour réduire le nombre de F-35 B italiens et réorienter les investissements vers l'Eurofighter Typhoon, pour soutenir ainsi l'industrie européenne. Une fois parvenu au pouvoir, il avait toutefois maintenu l'achat de 90 F-35, ce qui avait suscité de virulentes critiques de la part du M5S.

## SIGNATURE D'UN ACCORD INEDIT DE COOPERATION FRANCO-ETHIOPIENNE

Les 11 et 12 mars 2019, le président de la République et la ministre des Armées se sont rendus à Djibouti, en Ethiopie.

Si plusieurs annonces ont été faites, notamment au sujet d'une contribution française pour la préservation de la cité monastique de Lalibela, c'est dans le domaine de la défense que la France et l'Ethiopie ont signé un accord « inédit de coopération de défense ». Celui-ci « offre le cadre d'une coopération renforcée et ouvre notamment la voie à un accompagnement spécifique de la France sur la mise en place d'une composante navale éthiopienne », a déclaré Emmanuel Macron à



l'issu d'un entretien avec le Premier ministre éthiopien Abiy Ahmed. «Plus largement, il offre un cadre à notre coopération en matière aérienne, au partenariat entre nos troupes et une perspective en termes de formation et d'équipement», a ajouté le président de la République, Emmanuel Macron.

Florence Parly et son homologue éthiopien Aisha Mohammed ont signé un accord intergouvernemental. Celui-ci consacre notamment un « appui de la France à la préparation aux opérations de maintien de la paix, dans lesquelles l'Ethiopie est très engagée », indique un communiqué du ministère des Armées. Les forces françaises actuellement stationnées à Djibouti se rendront en Ethiopie pour mener des formations et exercices avec les troupes éthiopiennes.

## LA FRANCE INAUGURE LE COLLEGE EUROPEEN DU RENSEIGNEMENT

Les dirigeants de trente services de renseignement ont inauguré à Paris, le 5 mars dernier, le Collège du Renseignement en Europe. Alors que le Président Macron avait évoqué, dans son discours de la Sorbonne du 26 septembre 2017, la création d'une Académie Européenne du renseignement sur le modèle de celle qui existe en France, voici qu'une telle initiative a été concrétisée.

Il ne s'agit pas pour autant de créer un service de renseignement européen. Cette initiative vise au contraire à échanger les bonnes pratiques et à établir, en tant que de besoin, des stratégies coordonnées en matière de renseignement. Ce collège visera également à prendre les avis d'experts académiques. Les 28 pays de l'Union européenne, ainsi que la Suisse et la Norvège, ont pris part à cette inauguration.

## ESPAGNE : ATTAQUE DE L'AMBASSADE DE COREE DU NORD

Le 22 février 2019, une dizaine d'assaillants ont fait irruption dans l'ambassade de Corée du Nord à Madrid, frappant et séquestrant le personnel diplomatique pendant environ deux heures. Selon la police espagnole, du matériel informatique et des documents auraient été dérobés. L'organisation de cette attaque est méticuleuse, excluant selon les forces de sécurité espagnoles des criminels de droit commun.

D'après le journal *El Pais*, « au moins deux assaillants [...] ont des liens avec les



services secrets américains ». Contactée par le journal, la CIA dément toute participation à cette opération. Réponse jugée « peu convaincante » par l'article espagnol. Les membres du groupe ont ciblé particulièrement l'ancien ambassadeur Kim Hyok-chol, qui avait été expulsé d'Espagne en septembre 2017 en réponse aux différents agissements militaires de la Corée du Nord. Ils désiraient obtenir des informations sur celui qui occupe aujourd'hui le rôle de négociateur en chef au sommet d'Hanoï, qui s'est tenu le 28 février dernier au Viêtnam.

Si une telle information était confirmée par les forces de sécurité espagnoles, les conséquences diplomatiques pourraient être lourdes : d'une part, l'implication des services secrets américains agissant dans un pays allié en rappellerait d'autres, comme l'espionnage de dirigeants européens par la NSA. D'autre part, cette attaque pourrait jeter un froid sur les tentatives de détente entre les États-Unis et la Corée du Nord sur le dossier de la dénucléarisation de la péninsule coréenne.

## INDUSTRIE DE DEFENSE

### BELGIQUE & PAYS-BAS : LE CONSORTIUM BELGIUM NAVAL & ROBOTICS REUNISSANT NAVAL GROUP ET ECA-ROBOTICS RETENU PAR LES AUTORITES BELGES ET NEERLANDAISE DEVANT L'OFFRE DE STX ET THALES

Le consortium français Belgium Naval & Robotics (BNR) réunissant Naval Group et ECA-Robotics a été retenu par les belges et les néerlandais pour fournir 12 chasseurs de mines aux deux marines (six pour la Belgique et six pour les Pays-Bas).

Cet appel d'offre conjoint avait été officialisé par la partie belge le vendredi 26 janvier 2019. Le consortium français a été retenu parmi trois offres, les deux autres étant portés par SeaNavalSolutions – réunissant STX France, Socarenam, Thales Belgium et Engine Deck Repair – d'une part et d'autre part le chantier naval néerlandais Damen Schelde ainsi que la société Imtech België.

La proposition du consortium français repose sur des navires-mères, équipés de drones (de surface USV, sous-marins AUV/UUV et volants UAV) pouvant lancer et récupérer des engins d'identification et de destruction des mines sous-marines.

Le marché s'élevait à 2,6 milliards d'euros sur dix ans et l'offre retenue permet une économie de 200 millions d'euros. En échange, BNR devrait ouvrir deux centres de recherche dans les domaines de lutte contre les mines et de la cybersécurité



maritime. Par ailleurs, 1,6 milliard d'euros du contrat profite à des entreprises belges, dont 50 % pour la Flandre, 35 % pour la Wallonie et 15 % pour Bruxelles.

Malgré son soutien à l'offre de STX et de Thales, la ministre des Armées Florence Parly a salué ce choix : « la Belgique et les Pays-Bas choisissent les industriels français Naval Group et ECA Robotics pour s'équiper de navires capables de détecter et détruire des mines (guerre des mines). Je m'en félicite et salue la coopération de trois pays actifs pour une Europe de la défense plus forte ».





# PROCHE & MOYEN ORIENT

## LIBYE : L'INTERMINABLE BRAS DE FER ENTRE HAFTAR ET TRIPOLI

Depuis mi-janvier, le maréchal Khalifa Haftar, homme fort de l'Armée nationale libyenne (ANL) se lance à la conquête des points stratégiques tenus par le Gouvernement libyen de l'Accord national (GNA), basé à Tripoli et représenté par Fayez Al-Serraj. Après avoir pris le contrôle de grands champs pétroliers comme le site d'Al-Charara, l'ANL quitte le Sud et se dirige désormais vers la ville de Syrte, ville côtière à près de 430 km à l'Est de Tripoli.

La ville de Syrte est sous l'autorité du GNA et est protégée par la Force de protection de Syrte (SPF). Dimanche 10 mars 2019, la SPF a déclaré l'état d'urgence de la ville face à l'arrivée des forces de Haftar au village de Qasr Abou Hadi à une vingtaine de kilomètres de Syrte. Des mesures sécuritaires ont été prises : le déploiement de patrouilles dans un large périmètre autour de la ville, la convocation d'unité militaire de renfort ou encore des reconnaissances aériennes sur l'avancée des troupes de Haftar.

Si le maréchal s'accorde avec le Premier ministre Al-Serraj sur l'importance de réinstaurer un État de droit et d'organiser les élections générales, il n'en demeure pas moins que ses actes font obstacle à toute unification politique. Le GNA a pris une position ferme concernant la situation : l'attaque de Syrte sera considérée comme une « déclaration de guerre ».

## ISRAËL : CRAINTES AUTOUR DU PLATEAU DU GOLAN

Ce mercredi 13 mars, Israël a accusé le Hezbollah d'organiser un réseau militaire dans la région du Golan. Ce dispositif aurait pour vocation de rassembler des troupes pour s'attaquer aux territoires israéliens. Un officier du Hezbollah, Ali Moussa Daqdouq, vétéran du théâtre irakien lors de l'invasion américaine - où il aurait entraîné des miliciens au sein des brigades *Al Qods* - serait à la tête de ce réseau. Rappelons que les forces du Hezbollah combattent actuellement en Syrie aux côtés du régime de Damas.



La crise avec le Hezbollah est régulièrement ponctuée de raids israéliens en territoire syrien contre des objectifs appartenant à l'organisation. La création de ce réseau est donc considérée comme une nouvelle étape dans cette confrontation. La crainte d'une opération est réelle d'autant que des critiques sur l'état d'impréparation de l'armée israélienne se font entendre, aussi bien en interne qu'à l'extérieur des frontières nationales, notamment par Hassan Nasrallah, secrétaire général du Hezbollah.

D'après l'armée israélienne, le régime de Damas ignorerait l'existence de ce dispositif dans le Golan. Néanmoins, Israël tiendra la Syrie responsable de toute attaque portée contre elle depuis son sol, comme l'a indiqué le porte-parole de l'armée, le lieutenant-colonel Jonathan Conricus.

## TURQUIE : PASSAGE D'UN SOUS-MARIN RUSSE DANS LE BOSPHORE

Le 14 mars 2017, un sous-marin russe a été aperçu émergé en passant le Bosphore. Il s'agit d'un sous-marin de classe Kilo, à propulsion diesel-électrique, et réputé pour être parmi les plus silencieux. Plus précisément, il s'agirait du *Krasnodar*, un sous-marin de la classe Kilo amélioré du type 636.3.

Un tel passage pose problème au regard du droit international. En effet, selon l'article 12 de la convention de Montreux, accord international concernant le régime des détroits, et signé en 1936, le passage de sous-marins n'est autorisé qu'à certaines conditions. Ainsi, seuls les pays riverains de la mer noire ont l'autorisation, d'une part, de faire transiter des sous-marins par le Bosphore s'ils doivent rejoindre leur base pour réparation, ou s'ils nécessitent, d'autre part, des réparations à l'extérieur de la mer noire. Tout ceci n'étant valable que dans la mesure où les dits sous-marins transitent de jour, à découvert, et que la Turquie ait été informée des raisons et modalités du transit au préalable.

Un tel transit est exceptionnel. Le sous-marin russe *Abrossa*, avait passé le détroit en 2009 pour des réparations dans la Baltique. Ici, les raisons sont encore inconnues. Il est à noter qu'un *Krasnodar* avait tiré des missiles en Syrie dans les environs de Palmyre en mai 2017.



## L'IRAN ORGANISE D'IMPORTANTES EXERCICES DE DRONES SUR L'ILE DU GOLFE

Le corps des gardiens de la révolution islamique d'Iran a organisé jeudi 14 mars des exercices avec des drones militaires dans le Golfe. Des dizaines de drones militaires ont bombardé une cible sur une petite île appelée Bani Farur. L'exercice aérien comprenait des versions iraniennes du drone furtif RQ-170 Sentinel des États-Unis. Ils auraient décollé de bases aussi éloignées que mille kilomètres de la zone d'opération pour bombarder la cible.

Au cours de cet exercice de combat et d'assaut, baptisé "Ela Beit ul-Muqaddas-1" (Vers al-Quds), la Force aérospatiale du Corps des gardiens de la révolution islamique, par le biais du brigadier général Amir Ali Hajizadeh, a déclaré que cette prouesse technique était "une percée et une gifle pour les États-Unis."



# RUSSIE

## DEPLOIEMENT DU S-400 TRIUMPH DANS LA REGION DE KALININGRAD

Vendredi 15 Mars, le ministère russe de la Défense a annoncé le déploiement du système de missiles antiaériens de nouvelle génération S-400 Triumph - système de missile sol-air longue portée - aux frontières occidentales de la Russie, dans l'enclave de Kaliningrad. Après une série d'essais de lancement à Astrakhan, ces systèmes ont été mis à disposition de la flotte russe en mer Baltique. Une première partie avait déjà été livrée à la région, au début du mois de mars. L'oblast de Kaliningrad est un point stratégique, puisque géographiquement isolé du territoire russe et pris en étau entre Pologne et Lituanie, deux membres de l'Organisation du Traité Atlantique Nord. Ainsi Kaliningrad constitue-t-elle un des points de cristallisation majeur des tensions entre l'OTAN et la Fédération de Russie. Le S-400 Triumph - ou SA-21 *Growler* code OTAN - a été déployé afin de protéger l'espace aérien de la région. Système déclaré invulnérable, il pourrait verrouiller et abattre tout aéronef (avions de reconnaissance, bombardiers stratégiques, furtifs) et missiles (croisière et ICBM) à une distance de 400 km dans un rayon de 600 km. Il est considéré comme l'un des meilleurs systèmes de défense antiaérienne sur le marché, concurrent direct du MIM 104 Patriot américain, utilisé par plusieurs états membres de l'OTAN. En juin 2018, La Chine est devenue le premier acquéreur étranger du système de missiles russe.

## AU NOM DE LA SCIENCE : A L'ISS, COOPERATION RUSSO-AMERICAINE DANS L'ESPACE

La station spatiale internationale (ISS) est l'un des rares exemples de coopération entre la Fédération de Russie et les États-Unis d'Amérique. Cette station spatiale, place en orbite terrestre basse (350-400 km d'altitude), imaginée dès les années 70, a été construite dès la fin de la guerre froide. Elle symbolisait alors, pour le président américain Clinton, l'amélioration des relations russo-américaines, et la coopération nouvelle entre ces deux anciens blocs de la guerre froide. L'espace devenait alors le fer de lance de la paix entre ces deux pays. La station elle-même, grande de plus de 900m<sup>3</sup> dont 400 habitables, mêle une architecture russe (de la station Mir, qui signifie à la fois « monde » et « paix » en russe, placée en orbite en 1986 et volontairement détruite en 2001 pour laisser la place à l'ISS) et américaine (selon des standards établis par la NASA).



De nombreux astronautes/cosmonautes/spationautes de tous les pays s'y sont succédés. Leur mission consiste en la maintenance technique de la station et en la poursuite de travaux scientifiques. Dans la nuit du 14 au 15 mars 2019, le vol spatial Soyouz (mot russe signifiant « Union ») MS-12 a été lancé vers la station spatiale internationale, emportant trois astronautes : le commandant de bord, cosmonaute russe (Alexeï Ovtchinine), et deux ingénieurs de vol américains (Christina Hammock Kock et Nick Hague). Le lancement, effectué depuis le cosmodrome russe de Baïkonour (Kazakhstan), par le lanceur russe Soyouz, a permis au vaisseau spatial de se mettre en orbite sans difficulté, et aux astronautes de rejoindre la station sans encombre. Pour mémoire, lors de la dernière tentative d'octobre 2018, le vaisseau Soyouz MS-10 n'était pas parvenu à se mettre en orbite en raison d'une défaillance du lanceur, et après trente minutes de vol, Ovtchinine et Hague avaient dû effectuer un atterrissage d'urgence dans le désert du Kazakhstan.

## REUNION DES CHEFS D'ETAT-MAJOR DE LA CEI : VERS UN RENOUVELLEMENT DU SYSTEME UNIFIE DE DEFENSE ANTIAERIENNE

Le 14 mars, la commission des chefs d'états-majors des forces armées de la CEI s'est réunie à Moscou sous la présidence du chef d'état-major de l'armée russe, Valeri Guerassimov. Des représentants de l'Azerbaïdjan, l'Arménie, la Biélorussie, du Kazakhstan, du Kirghizistan, du Tadjikistan et de l'Ouzbékistan étaient présents. L'ordre du jour a été dominé par les questions de défense antiaérienne.

Les décisions les plus notables prises par le comité ont notamment été :

- le développement d'une base doctrinale renouvelée pour la coopération des Etats membres en matière de défense jusqu'en 2025 ;
- la transformation et l'approfondissement du système unifié de défense antiaérienne et spatiale, système commun à un ensemble de pays membres de la CEI ;
- la décision de développer une coopération en matière de défense anti-drones.

L'existence du système de défense antiaérienne unifié de la CEI remonte à 1995, cependant, il est à noter que l'Azerbaïdjan, la Géorgie et la Moldavie n'en font pas partie, la Géorgie ayant en particulier suspendu sa participation en 1997, tout comme le Turkménistan, l'Ukraine et l'Ouzbékistan, qui ont pour leur part développé leur coopération avec la Russie en matière de défense antiaérienne sur



des bases bilatérales. L'émergence d'un système de défense antiaérienne véritablement intégré changerait donc véritablement l'architecture de la défense des pays orbitant autour de la Russie.

## NOTRE EQUIPE :

**AMERIQUE** : Xavier Marié, Simon Roche, Boris Delagenière, Thomas Péan, Adeline Afonso, Clémence Cassé, Lucie Haignéré, Salomé Sifaoui

**AFRIQUE** : Jean Galvé, William Lenfant, Sabil Zeroual, Edouard Josse, Camille De La Rochère, Ilan Garcia

**ASIE - PACIFIQUE** : Mathilde Tison, François-Xavier Le Quintrec, Gauthier Birkui, Aurélien Debièvre, Vincent Bernard-Lafoucrière, Fanny Hantute

**EUROPE** : Cyrille Bricout, Solène Moitry, Christophe Granata Goldman, Sara Valeri, Maxime Tamburello, Benjamin Helman, François Gaüzère-Mazauric, Paul Marion

**PROCHE ET MOYEN ORIENT** : Tanguy Sirot, Luc Vincent, Naël Madi, Côme Allard de Grandmaison, Constance Parpex, Cyril Blanchard

**RUSSIE** : Justine Gadon-Ferreira, Suzanne Kaltenbach, Lucille Laurent, Anne Maurin, Clara Arnaud

**Direction éditoriale newsletter** : Justine Gadon-Ferreira, Christophe Granata Goldman, François Gaüzère-Mazauric, Boris Delagenière